

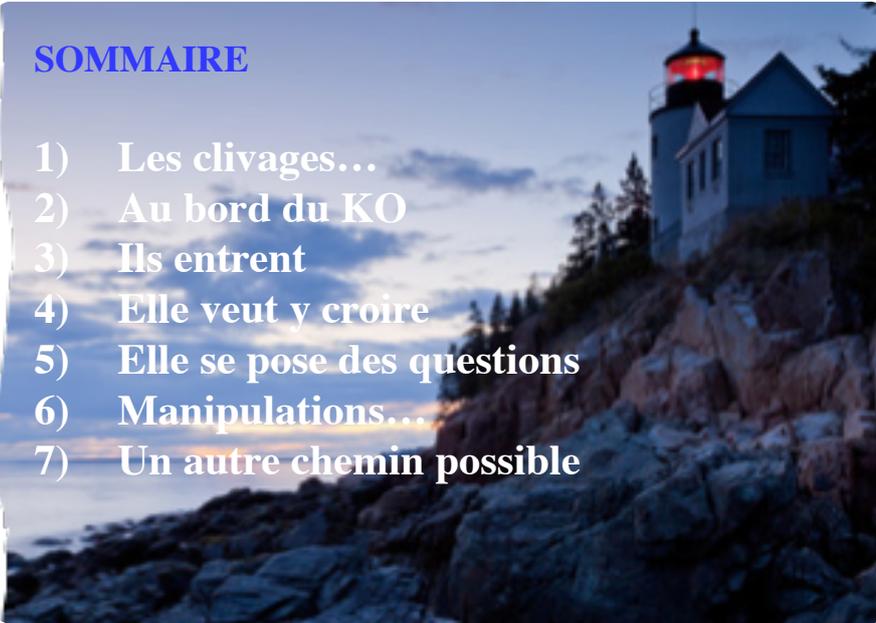
LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 28 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Les clivages...
- 2) Au bord du KO
- 3) Ils entrent
- 4) Elle veut y croire
- 5) Elle se pose des questions
- 6) Manipulations...
- 7) Un autre chemin possible



G.Diez La Presse en Revue

I) Au PS, la déroute accentue les clivages



Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et secrétaire national du Parti socialiste.
(LIONEL BONAVENTURE / AFP)



Par Audrey Salor

L'opposition entre partisans d'une inflexion de la politique économique et soutiens au cap du gouvernement est plus que jamais d'actualité.

Deux claques d'ampleur à deux mois d'intervalle. Après la lourde sanction des municipales, le PS, déjà profondément divisé entre soutiens à la ligne gouvernementale et contestataires d'une politique économique jugée trop favorable aux entreprises, enregistre le pire score de son histoire à un scrutin européen, soit 13,98% des suffrages, loin derrière un FN fort de près de 25%. Un score en deçà des prévisions des sondages - où le PS allié au PRG était donné aux alentours de 17% -, qui n'a pas tardé à raviver les oppositions à peine latentes.

"Cassandre de tous poils" qui voudraient "redoubler de critiques"

Comme il l'avait déjà martelé la semaine passée, Manuel Valls a écarté ce lundi toute inflexion de la "feuille de route" du gouvernement. "Nous n'avons pas d'autre mission que de poursuivre notre travail pour redresser ce pays. Si nous ne le faisons pas, nous ne serions pas à la hauteur de nos responsabilités", a insisté le Premier ministre, favorable à une nouvelle baisse d'impôt, notamment sur le revenu.

Dans l'optique de ce maintien de cap, le gouvernement est assuré du soutien "résolu" des "réformateurs", groupe de 21 parlementaires de l'aile droite du parti emmenés par les députés Christophe Caresche et Pascal Terrasse. Dans une tribune rendue publique dès dimanche soir, ces "lignards" du PS appellent à poursuivre dans la voie du Pacte de responsabilités. Et visent les "Cassandre de tous poils" qui voudraient "redoubler de critiques" contre "une générosité coupable à l'égard des entreprises", ou une "politique faisant la part trop belle à l'offre au détriment de la demande". Une voix à laquelle s'est joint le sénateur vallsiste Luc Carvounas, qui a mis en garde contre "toute petite musique demandant une inflexion de la politique".

"Instaurer un rapport de force au sein du groupe parlementaire"

Une allusion sans équivoque aux 41 députés "frondeurs" de la majorité, qui se sont abstenus lors du vote sur le pacte de stabilité validant le plan de 50 milliards de coupe dans la dépense publique. Loin de les faire taire, le désastreux scrutin de dimanche leur a fait reprendre du poil de la bête.

Les signataires de l'appel des Cent, ces parlementaires réclamant un "nouveau contrat de majorité" mais dont tous ne se sont pas abstenus, ont répliqué via un texte pour une nouvelle fois réclamer "une nouvelle politique". "Dès aujourd'hui, nous travaillons à une plate-forme, prolongeant l'appel des Cent, pour contribuer avec d'autres, à sortir de l'impasse. Nous appelons le président de la République à considérer, enfin, que sa majorité toute entière est disponible pour un dialogue sincère et utile au redressement du pays", écrivent-ils.

"Il faut interpeller le président de la République sur la politique économique et instaurer un rapport de force au sein du groupe parlementaire", prône de son côté la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann. Qui réclame la tenue d'un congrès "avant la fin de l'année", option qui devrait être soumise au Bureau national prévu mardi.

"Trouver un cadre d'expression collectif"

La rupture est-elle sur le point d'être consommée ? Soutien sans faille à Manuel Valls, son suppléant le député Carlos Da Silva, porte-parole du parti, s'empresse de minimiser les divisions internes : "Historiquement, il y a toujours eu plusieurs visions au sein du parti", souligne-t-il. Et pour mettre tout le monde d'accord, aucune formule magique n'a encore été trouvée. "Il va falloir trouver un cadre d'expression collectif pour que des discussions s'engagent sans donner l'impression que nous ne discutons qu'entre nous, sans nous adresser aux Français", estime Da Silva.

Le séisme n'aura en tous cas pas épargné François Hollande, qui a convoqué ce lundi matin une réunion de crise à l'Élysée, en présence de quelques ministres. Quelques semaines après un remaniement au gouvernement et à la tête du PS, le président ne dispose désormais plus d'aucune cartouche.

II) Européennes : «La gauche au bord d'un KO historique», selon Julien Dray

ROSALIE LUCAS



Julien Dray. | (LP/Olivier Corsan.)

Conseiller régional PS d'Ile-de-France, proche de Hollande, Julien Dray prône une synthèse entre tous les courants de gauche.

Vous êtes surpris par le résultat du scrutin ?

JULIEN DRAY. Malheureusement non. Mais ce qui se passe est d'une gravité extrême. La France, ce soir, est un pays où le premier parti est l'extrême droite.

Et où la gauche est au bord d'un KO historique. C'est un jugement sans appel.

Après les municipales, c'est un nouveau revers pour Hollande ?

C'est la condamnation explicite des politiques d'austérité et de régulations budgétaires drastiques. Si la gauche n'est pas capable de le comprendre et de prendre la tête de la bataille pour une autre politique, d'autres vont se substituer à elle et emmener les peuples européens vers d'autres destins funestes.

Le PS a-t-il fait une bonne campagne ?

Lorsque le PS s'est rangé derrière la candidature de Martin Schulz, j'avais émis des doutes avec l'aile gauche du PS sur la pertinence du message politique qui en sortait. Nous avions raison, mais j'aurais préféré avoir tort. Il va falloir que les

socialistes se parlent et se comprennent. Et qu'on arrête les fausses synthèses et les petits arrangements.

Qu'est-ce que vous appelez les fausses synthèses ?

C'est quand on ne tire pas les leçons des précédents scrutins alors que ceux-ci montrent qu'il y a d'autres choix politiques et budgétaires. C'est l'application de la règle des 3 % de déficit qui conduit à ces situations. Comme le fait de ne pas redonner le pouvoir démocratique aux peuples pour peser face à la finance et aux banques. La France doit reprendre l'initiative et exiger que l'Europe tire les conclusions de ce scrutin.

Des socialistes estiment que Hollande est le premier responsable...

Il ne s'agit pas de faire le procès de tel ou tel. Mais il faut que François Hollande prenne en considération ce qui se passe. Il ne peut pas se rétracter sur un bloc politique de plus en plus étroit. Il doit tendre la main à toutes les forces de gauche, rouge, rose et verte. La leçon de ce scrutin est qu'à gauche personne ne peut s'en sortir seul. Nous gagnerons tous ensemble ou nous perdrons. C'est une course de vitesse.

III) Néonazis, Indignés et féministes entrent au Parlement européen

Julien HORY



Quatre des tout nouveaux entrants au Parlement européen. (Photos Reuters)

Le scrutin de dimanche a vu émerger nombre de petits partis.

Du mouvement des Indignés espagnols aux néonazis allemands en passant par les féministes suédoises, plusieurs petits partis jusqu'ici presque inconnus ont fait leur trou.

Podemos, de la rue au Parlement



Né du mouvement des Indignés qui marqua l'année 2011 par l'occupation des places publiques dans les grandes villes espagnoles, Podemos («Nous pouvons») entend porter au Parlement

européen les revendications des manifestants:

lutte contre la corruption, contre la finance-reine, réforme du système économique, redonner la parole aux citoyens... En figure de proue du parti, Pablo Iglesias, 35 ans, professeur de sciences politique à l'université de Madrid. Il occupera l'un des cinq sièges remportés par son parti que les électeurs ont placé en quatrième position des résultats avec 7,9% des voix.

Le NPD, un siège pour les néonazis



Ils sont plus de 300 000 Allemands à avoir choisi le Parti national démocrate d'Allemagne (NPD), ce parti d'extrême droite raciste et antisémite fondé en 1964. Le NPD ne récolte que 1% des

suffrages exprimés, mais c'est suffisant pour qu'il

entre au Parlement pour la première fois de son histoire. Le parti profite d'une réforme du système électoral allemand pour les européennes, passé à la proportionnelle intégrale, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de seuil minimum pour avoir un élu. C'est un de ses plus anciens membres qui devrait occuper le siège gagné à Strasbourg, Udo Voigt. Cet admirateur d'Adolf Hitler avait été un temps éloigné du parti car suspecté par ses pairs d'homosexualité, pratique que le NPD réprovoque au plus haut point refusant même tout statut civil aux homosexuels.

Le FI suédois, les féministes à Strasbourg



C'est la Suédoise Soraya Post qui sera la première féministe élue comme telle au Parlement. Avec un score de 5,3%, sa liste Feministiskt Initiativ («Initiative féministe») gagne un siège. Pour elle, c'est en réaction à

à l'extrême droite et au racisme que certaines voix se sont portées sur sa candidature. Elle y voit le début d'un mouvement qui dépasse le féminisme seul. En France, la liste «féministes pour une Europe solidaire» a fait autour de 0,16%, ce qui est loin d'être suffisant pour accéder au Parlement.

Le Jobbik, l'antisémitisme au Parlement



A l'origine petit mouvement étudiant, le Jobbik, parti antisémite, antirrom, anticommunisme et anticapitalisme hongrois, fait son entrée au Parlement, avec

trois sièges. Avec 14,68% des voix, le Jobbik est en recul par rapport aux élections législatives du 6 avril, où il avait remporté 20% des suffrages. Son leader, le trentenaire Gabor Vona, se sera donné beaucoup de mal pour lisser l'image du parti et

faire oublier sa milice prompte à ratonner les Tsiganes. Aujourd'hui, le Jobbik, toujours jugé infréquentable par une partie de l'extrême droite européenne, manipule les thèmes classiques des nationalistes : immigration, chômage, traditionalisme religieux.

«Le Parti», un comique dans l'hémicycle



Autre gagnant de la réforme du système électoral allemand, le parti satirique Die PARTEI. Il aura suffi de 184 525 voix, soit 0,6% des suffrages exprimés, pour permettre à

l'humoriste Martin Sonneborn, 49 ans, de faire son entrée au Parlement. Ancien rédacteur en chef du journal satirique Titanic et intervenant du «Heute Show», une émission populaire de la chaîne publique allemande ZDF, il a fondé Die PARTEI il y a dix ans - l'acronyme signifie «Parti pour le travail, l'État de droit, la protection des animaux et l'initiative populaire». Die PARTEI a fait campagne pour les Européennes autour de trois slogans simples: «Merkel est bête», «Merkel est grosse» et «Non à l'Europe, Oui à l'Europe».

Martin Sonneborn ne compte toutefois pas s'éterniser dans les couloirs de Bruxelles ou de Strasbourg. Il a promis de passer les quatre premières semaines de son mandat à «préparer intensivement sa démission» en faveur d'un autre candidat de Die PARTEI. «Nous allons essayer de démissionner tous les mois, pour infiltrer 60 de nos adhérents (à raison de un par mois pendant les cinq ans du mandat) dans le Parlement européen» et être ainsi généreusement rétribués à tour de rôle par Bruxelles.

(Photos Reuters et AFP)

liberation.fr-Julien Hory

Le Front national passe au crible la vie privée des journalistes



Marine Le Pen consulte des notes dans son bureau, lors de la campagne présidentielle de 2012. Crédits photo : JOEL SAGET/AFP

LE SCAN POLITIQUE - Le Point rapporte que le chef de cabinet de Marine Le Pen prépare des fiches sur le parcours des journalistes qui couvrent le parti d'extrême-droite.

Le Front national a décidé de passer au crible la vie privée des journalistes qui couvrent son actualité. Et ce dans le but de «les écraser» et de leur «marcher dessus». Les mots sont de Philippe Martel, le chef de cabinet de Marine Le Pen, cité par Le Point.

«On va vous rentrer dans le lard», a expliqué à une journaliste de l'hebdomadaire cet ancien collaborateur d'Alain Juppé passé au Front national. Dans son viseur: «Tous ces connards de journalistes institutionnels». «De toute façon, les Français vous détestent. Notre plan média, c'est de vous attaquer à mort. La presse nous est défavorable, pourquoi continuer à collaborer avec elle?» dit-il. Et d'ajouter: **«Il faut dire les études que vous faites, les appartements que vous habitez.»**

Le frontiste confirme que le FN a constitué des fiches sur le parcours des journalistes et se félicite de sa stratégie. «Vous avez vu comment Marine a attaqué Apolline de Malherbe? Ce n'est rien, ce n'est que le début», prévient le collaborateur de la présidente du FN. La journaliste de BFM-TV a été bousculée lors de l'émission du 11 mai: la présidente du FN avait notamment rappelé les études à Sciences Po et le passé chevènementiste de l'intervieweuse.

lefigaro.fr

IV) Marine Le Pen pense déjà à 2017 et veut croire à la victoire



Par Paul Laubacher

Après sa victoire aux européennes, la présidente du Front national "espère convaincre 50% des Français plus un". Pour le parti d'extrême droite, la victoire en 2017 devient "possible".



Marine Le Pen après l'annonce des résultats des élections européennes, le 25 mai 2014 (LCHAM/SIPA). LCHAM/SIPA

Au Front national, on ne cache pas sa joie. Le 25 mai restera comme une soirée historique qui "va tout bousculer". Pour la première fois, le parti d'extrême droite arrive en tête lors d'un scrutin national. La victoire sur les autres partis de gouvernement est large : l'UMP est devancé, le PS laminé. Pour Marine Le Pen, une autre campagne vient de commencer : celle de 2017. Elle l'évoquait déjà, à Nanterre au soir des élections européennes : "Je vais réussir, je l'espère, à convaincre 50% des Français plus un." L'objectif du parti d'extrême droite a changé. Le but n'est plus seulement d'arriver au second tour, mais de le

Le FN, de victoires en records

"Depuis 2011, le Front national est dans une dynamique positive. Il vole de victoire en victoire", fait valoir Joël Gombin, chercheur spécialiste du Front national et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès. "On est sur un sans-faute depuis l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti", analyse Jérôme Fouquet, directeur du département Opinion à l'Ifop, pour l'AFP. "Cela

avait commencé avec les cantonales de 2011, on a eu la présidentielle, les municipales, maintenant les européennes. Ce sont des scrutins à chaque fois très différents et, à chaque fois, le FN vole de records en records."

Face à ce constat, les cadres frontistes estiment aujourd'hui que l'objectif de 2017 est désormais "possible". Un mot qu'ils avaient pris soin d'éviter après les municipales en mars dernier. Preuve que pour le parti d'extrême droite, le 25 mai a tout changé.

Toutefois, les européennes sont "un scrutin où l'électorat frontiste peut exprimer sans risque l'opposition aux systèmes", note Jean-Yves Camus, chercheur spécialiste de l'extrême droite. "C'est régulièrement un vote défouloir, car les électeurs pensent que ce n'est pas si grave de voter pour quelqu'un qui va au Parlement européen et qui n'aura qu'un pouvoir limité." De quoi calmer les espoirs du Front national.

Restructuration et professionnalisation du parti

Mais cette victoire de plus va permettre à Marine Le Pen de continuer la restructuration et la professionnalisation d'un parti qui se transforme. Sous l'égide de Jean-Marie Le Pen, le FN était un parti de contestation. Sous le règne de la fille, il est devenu une écurie présidentielle.

La mutation touche toutes les couches du parti. Avec les municipales, le FN va avoir son réseau d'élus locaux présentables qui vont continuer de propager les idées frontistes. La "notabilisation" du parti d'extrême droite est en marche, indispensable à tout candidat à la présidentielle.

Les 24 députés européens du FN vont, eux, avoir une bien plus grande visibilité. Une visibilité qui sera encore plus forte si le Front national arrive à créer un groupe avec les autres formations populistes et europhobes. "Etre au Parlement européen, c'est avoir de l'argent pour former une petite troupe de salariés au parti", note Joël Gombin. "Chaque député pourra embaucher des assistants qui vont être confrontés à des dossiers importants".

"La victoire aux européennes va augmenter l'attractivité du FN auprès de cadres issus de la droite traditionnel", explique Sylvain Crépon, sociologue spécialiste de l'électorat frontiste et auteur d'"Enquête au cœur du nouveau Front national" (Editions Nouveau Monde). "Certaines personnes qui hésitaient à rejoindre le parti vont

"Etre au Parlement européen, c'est avoir de l'argent pour former une petite troupe de salariés au parti", note Joël Gombin. "Chaque député pourra embaucher des assistants qui vont être confrontés à des dossiers importants".

"La victoire aux européennes va augmenter l'attractivité du FN auprès de cadres issus de la droite traditionnel", explique Sylvain Crépon, sociologue spécialiste de l'électorat frontiste et auteur d'"Enquête au cœur du nouveau Front national" (Editions Nouveau Monde). "Certaines personnes qui hésitaient à rejoindre le parti vont sauter le pas car le FN va avoir des opportunités à offrir". Dernier recrue, annoncé jeudi, celui d'un économiste spécialiste de la transition énergétique, Philippe Murer.

"Une nouvelle bipolarisation apparaît"

Le Front national veut tabler sur une supposée recomposition de la vie politique française. D'où le slogan très médiatique : "Front national, premier parti de France". L'affirmation est fautive, mais elle marque les esprits. "Une nouvelle bipolarisation apparaît : le FN contre l'UMPS", déclare Marine Le Pen au "Monde" au lendemain du scrutin. Depuis son arrivée à la tête du parti en 2011, la présidente du FN répète cette phrase comme un mantra, pour mieux l'ancrer dans la réalité. Et sa victoire aux européennes renforce son analyse et accélère ce mouvement, veut croire Marine Le Pen.

Selon la présidente du FN, le nouveau "bipartisme" est né sur les cendres du front républicain. Au premier tour des municipales, ce dernier était sous pression. Le second tour l'a enterré pour de bon. Pour le FN, l'UMP, minée par les affaires, sans ligne politique claire et sans leader apparent, ne peut plus jouer son rôle de parti d'opposition et va bientôt exploser. Le parti d'extrême droite veut aussi croire que le PS, qui prend déroute sur déroute, n'est pas en mesure de gagner la présidentielle de 2017.

Alors, le Front national estime que c'est le moment de mettre la pression, quitte à avoir des requêtes farfelues. C'est le patriarche Jean-Marie Le Pen qui a dégainé le premier en demandant la dissolution de l'Assemblée nationale et la démission du Premier ministre Manuel Valls. Marine Le Pen a, elle, demandé au président de la République de "prendre les dispositions qui s'imposent pour que l'Assemblée devienne nationale, représentative du peuple et à même de

mener la politique d'indépendance que le peuple a choisi". Une autre manière de demander la dissolution du Parlement.

Une Marine Le Pen "agressive", "démagogique" et "raciste"

Pour le FN, la recomposition de la politique française va de pair avec celle de son électorat. Celui-ci est de "plus en plus fidèle" et surtout "celui qui vote pour la première fois pour le FN continuera à voter pour lui", note Joël Gombin. Lors des européennes, le parti d'extrême droite a surtout séduit les couches populaires : 43% des ouvriers, 38% des employés, 37% d'un niveau inférieur au Bac et 30% des foyers à bas revenus. Le Front national séduit aussi particulièrement les plus jeunes (30% des moins de 35 ans).

"Marine Le Pen est confronté à un vrai dilemme", juge Sylvain Crépon. "Sa principale ressource est la radicalité. Si elle continue de jouer sur la diabolisation, elle risque de perdre son électorat traditionnel et d'apparaître banal."

Un autre paradoxe de taille demeure. Marine Le Pen reste l'une des personnalités politiques les moins appréciées des Français. Selon un sondage BVA paru en mai, ils sont 68% avoir une mauvaise opinion d'elle. Ils sont 78% à ne pas lui faire confiance pour gouverner le pays. L'image personnelle de la patronne frontiste encore plus mauvaise. Les Français sont une large majorité à la trouver "d'extrême droite" (77%) - un terme qu'elle récuse -, "agressive" (71%), "démagogique" (67%) et "raciste" (60%). Pire, seuls 18% des sondés jugent "souhaitable" son plan de sortie de l'euro, l'un des piliers de son programme.

Enfin, dernier enseignement, elle est distancée, avec 35% des intentions de votes dans un second tour pour l'instant hypothétique, dans un duel avec François Hollande (55%), pourtant au plus bas dans les sondages, et plus encore (18%) face à Nicolas Sarkozy (68%). Le constat est cinglant, aux yeux des Français, Marine Le Pen n'est pas diabolisée.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

V) La poussée du FN en France interpelle Angela Merkel



Angela Merkel doit désormais agir. / Reuters

Romaric Godin

La forte poussée FN en France trouve ses racines dans un refus d'une Europe fondée sur le modèle allemand. C'est désormais à Angela Merkel de faire preuve de pragmatisme pour réduire le poids du FN en France et sauver

Évidemment, on peut toujours faire comme d'habitude. Pester, se boucher le nez, maugréer et aller à Bruxelles pour fêter la victoire de Jean-Claude Juncker. On peut aussi promettre que plus rien ne sera comme avant, jurer que l'on a compris et aller à Bruxelles fêter la victoire de Jean-Claude Juncker. On peut enfin se dire que tout cela n'est pas très grave, que l'abstention relativise beaucoup la victoire du FN, que les grands équilibres sont maintenus au parlement européen, et aller à Bruxelles fêter la victoire de Jean-Claude Juncker. Mais l'on peut aussi se confronter avec la réalité.

Le FN est bien le premier parti de France

La réalité, c'est que la vie politique française est en lambeaux et qu'elle est le reflet de la société. La réalité, c'est que le FN est bel et bien le premier parti de France, avec une avance appréciable. Et que nul ne sait quelle proportion d'abstentionnistes serait aujourd'hui prête à voter FN. Mais on remarque que le vieux réflexe des analystes politiques selon lequel l'abstention profite au FN est de moins en moins vrai : là où le FN est le plus fort, comme dans le sud-est, l'abstention a reculé...

Le refus de l'austérité

Il est donc urgent d'entendre ce que les Français ont dit ce 25 mai et de prendre au sérieux ce message. Cette tâche ne revient pas seulement aux élus français, mais à tous les dirigeants européens. Ce que le vote français souligne, c'est que la société hexagonale ne supportera pas un traitement des maux du pays par les méthodes employées ailleurs. Certes, nous dira-t-on l'austérité française est plus légère qu'ailleurs. Et alors ? Le vote du 25 mai est un mouvement de recul face à l'idéologie "austéritaire" européenne. La France refuse d'être la Grèce ou l'Espagne de demain. Voilà ce qu'une bonne partie des Français ont affirmé.

Non pas par principe, mais parce que la société française est déjà épuisée par les politiques menées jusqu'ici. Parce que le désengagement de l'Etat des régions rurales, la progression du chômage, l'appauvrissement de certaines classes, le manque de perspectives, tout cela rend insupportable la doctrine des « efforts » et des « réformes » martelés par les politiques traditionnels à une bonne partie des Français. Certes, le vote FN n'est pas majoritaire et les partis pro-européens le sont encore. Mais on ne peut s'empêcher de se dire que si la France continue sa politique récessive, le seul parti qui dispose d'un potentiel d'appréciation sera celui de Marine Le Pen. Il faut donc agir. Et cette action ne peut venir que de l'Europe.

L'austérité, ressort du vote FN

Certes, il convient de relativiser. Le principal terreau du FN est français. Son premier ressort est une forme de xénophobie qui hante le pays depuis quarante ans. Mais ce seul ressort ne suffit pas à faire grimper ce parti à un quart des exprimés. Pour cela, il faut l'exaspération d'une crise qui n'en finit pas. Il faut l'absence d'espoirs qu'offrent les politiques austéritaires. Il faut le refus d'entendre les souffrances actuelles d'une partie du peuple au nom des « efforts nécessaires. » Marine Le Pen ne cesse de jouer de cela, bien plus que de la peur de l'immigré ou de l'insécurité, désormais. Sans cette situation économique, le FN serait encore fort en France, mais il ne dépasserait sans doute pas les 15 % des voix. Or, avoir un parti « antisystème » à 15 % ou à 25 % change entièrement la situation politique d'un pays.

L'Europe est-elle responsable de tout ceci ? Les pro-Européens entonnaient dimanche soir en chœur le chant du « bouc émissaire européen. » Et certes, les erreurs des politiques français durant la

première décennie des années 2000, celle du « déclin français » sont évidentes. Mais peu importe. Ce qui a été dit ce dimanche, c'est le refus du fonctionnement actuel de la zone euro. L'Europe est, de par la volonté allemande, devenue synonyme d'ajustement, d'austérité, de déconstruction du "Welfare state". Contrairement à ce que l'on entend souvent dans les milieux parisiens, les Français ne sont pas des ânes guidés par leurs passions. Ils comprennent la signification et les conséquences des politiques qu'on leur promet. Et beaucoup estiment qu'elle est au-dessus des forces du pays. Que ce dernier n'y résistera pas. La France s'est cabrée en se dirigeant vers la guillotine de l'austérité. Si l'Europe ne comprend pas ce sursaut, elle devra en accepter les conséquences.

La balle dans le camp d'Angela Merkel

Désormais, donc, la balle est dans le camp européen, et, disons-le tout net, dans celui d'Angela Merkel qui, avec Jean-Claude Juncker à la Commission (ou un autre qu'elle aura choisi) disposera de tous les leviers sur la politique européenne. La chancelière doit accepter un fait qu'elle a, jusqu'ici, refusé d'admettre : la zone euro est diverse. Certains pays peuvent accepter un ajustement par les coûts et en profiter. D'autres, non. L'Irlande n'est pas la Grèce. L'Allemagne n'est pas la France. Jusqu'ici, l'ensemble des politiques européennes, de la troïka au Six-Pack et au pacte budgétaire, a été construite autour du « modèle allemand. » Le prétexte en était que l'Allemagne avait réussi son redressement grâce à ces méthodes austéritaires.

En finir avec le « modèle allemand »

Mais ce qu'on refusait de voir, c'est que ce qui avait été possible en Allemagne ne l'était pas en Grèce ou en France. Qu'en 2003, l'économie mondiale repartait et que l'Allemagne n'était pas désindustrialisée. Que le tissu économique allemand et le contexte historique allemand n'étaient pas les mêmes qu'ailleurs. Imposer une recette « allemande » au reste de l'Europe ne pouvait que réveiller les souverainismes, monter les pays les uns contre les autres par la compétition sociale et détruire les structures économiques existantes. Cela ne pouvait qu'échouer économiquement et politiquement. On en est là aujourd'hui : l'économie de la zone euro - Allemagne exceptée - ne parvient pas à se redresser et reste engluée dans le risque déflationniste et les structures politiques de

plusieurs pays sont en pleine dissolution.

L'aveuglement idéologique de l'Allemagne doit donc cesser. Angela Merkel doit abandonner cette idée que le modèle allemand est universel. Si elle veut sauver l'euro et l'UE, elle doit désormais prendre en compte les réalités du terrain et abandonner sa défense unilatérale de sa sainteté le contribuable allemand. C'est ce que les Français lui ont demandé. Si elle n'agit pas rapidement, la France risque de sombrer politiquement et économiquement. Et le contribuable allemand en paiera alors aussi les pots cassés. Le gouvernement allemand doit accepter sa responsabilité dans la situation actuelle de la France et elle doit participer à sa correction.

Changer l'Europe ?

On sait qu'en Europe, ce qu'Angela Merkel veut fait loi. Alors la chancelière doit accepter de faire preuve de flexibilité dans l'application de critères budgétaires stupides, parce que figés dans l'absolu. Elle doit utiliser sa marge de manœuvre budgétaire pour investir là où ses partenaires européens pourront en profiter. Elle doit favoriser de vrais projets industriels européens dans un esprit de coopération. Elle doit demander à la Banque européenne d'investissement (BEI) d'être plus agressive et à la Commission de se pencher réellement sur les situations économiques et sociales propres à chaque pays pour adapter ses recommandations. Il faut enfin refuser par de la vraie solidarité la compétition interne à la zone euro sur la seule base des coûts. Compétition qui alimente naturellement le souverainisme. Bref, il faut faire preuve de pragmatisme et d'ambition.

Une Europe dans le déni

Ce message peut-il être entendu ? Malheureusement, on peut en douter. La structure institutionnelle a jeté un carcan sur toute marge de manœuvre budgétaire. La future commission ne prend pas le chemin de devoir être très différente de la précédente. Et Berlin restait, jusqu'à ces derniers jours, inflexible et aveugle.

Angela Merkel affirmait que son pays ne disposait pas de « marges de manœuvre budgétaire » et samedi encore le ministre des Finances fédéral Wolfgang Schäuble pouvait affirmer tranquillement que « l'austérité n'est pas à l'origine de la montée des extrêmes. » Même le gouvernement français ne semble guère prêt à changer. Manuel Valls, dimanche, a annoncé le maintien de la ligne.

L'Europe en danger

Sans doute aura-t-on quelques ajustements, quelques « gestes. » Mais qu'on n'y prenne garde : à force de ne pas considérer les électeurs comme des adultes rationnels, mais comme des enfants devant qui on agite des hochets et à qui l'on se contente de faire peur, on joue avec le feu. Car devant un tel déni, l'Europe est désormais en grand danger. Si elle est incapable de ramener la prospérité, les partis qui la dénoncent, eux, prospéreront. Et ce n'est là que logique : si une politique ne fonctionne pas, les électeurs souhaiteront en essayer une autre. Comme l'Europe s'est identifiée à l'austérité sous l'impulsion allemande, ceux qui ne voudront pas de l'austérité n'auront pas d'autres choix que de sortir de l'Europe. C'est là le message de ce 25 mai. Il est étrange qu'on ne l'entende guère.



Romaric Godin

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Les médias montrés du doigt après la débâcle des grands partis



Quelques élus français à la représentation du Parlement européen, le 26 mai © EurActiv

Les eurodéputés français s'interrogent sur le traitement de l'information européenne. Surtout à la télévision.

Réunis à la représentation française du Parlement européen, lundi matin, plusieurs eurodéputés ont fustigé le rôle des médias au lendemain d'élections marquées par la montée de l'eurosepticisme, surtout en France.

«Je ne suis pas content d'un certain nombre de médias. Nous n'avons quasiment pas de reportages de fond sur qui a pris position, qui fait quoi au Parlement européen.

Il y a deux correspondants à Bruxelles pour France Televisions, c'est insuffisant, même si Radio France avec 10 correspondants est très présent, ça ne suffit pas» a d'emblée attaqué Jean-Marie Cavada, réélu eurodéputé en Ile-de-France, assurant qu'il « n'instruisait pas de procès mais qu'il ne pouvait laisser l'opinion dériver comme cela »

Un point de vue qui avait déjà surgi durant la campagne, à l'occasion du débat entre les candidats à la présidence de la Commission.

Du côté des socialistes, Pervenche Beres, tête de liste en Ile-de-France, a déclaré qu'il était nécessaire qu'une réflexion et que des discussions s'engagent entre les têtes de listes et les responsables de chaînes de télévision, pour qu'une vraie offre sur l'Europe intervienne dans les journaux télévisés, régulièrement.

Karima Delli, élue verte dans le Pas de Calais s'est interrogée sur le fait que les journalistes ne remettaient pas assez en cause Marine Le Pen sur des « contre-vérités ». « Elle était dans notre commission des affaires sociales, elle aurait pu déposer des amendements comme tout le monde. Or elle ne l'a pas fait, et en plus elle prétend par la suite qu'elle ne pouvait pas le faire faute de groupe au Parlement européen. C'est faux, et personne ne lui reproche ! ».

Nathalie Griesbeck (UDI-MoDem), réélue dans la circonscription de l'Est face aux poids-lourds médiatiques que sont l'ancienne ministre Nadine Morano (UMP), le vice-président du FN, Florian Philippot et l'ex syndicaliste de Florange, Edouard Martin (PS), est également critique.

« Les journalistes ne contestent jamais les

inexactitudes et les mensonges proférés par les candidats lors de la campagne » s'agace-t-elle.

Cercle vicieux

Du côté du PS, on souligne aussi un « cercle vicieux » qui s'est formé entre l'électorat et l'Europe, alimenté par les médias. Un sujet qui s'explique par un manque de compréhension des affaires européennes, selon le parti. « Les conditions de participation de la France à l'Europe inquiètent, c'est évident. Mais justement, en les manifestant par le vote eurosceptique les électeurs aggravent le problème. Durant la législature à venir, la France risque d'avoir du mal à peser en Europe » constate Pervenche Berès.

De fait, le premier choix qui doit être tranché au sein des institutions européennes, celui du président de la Commission, a déjà commencé à faire l'objet de tractations. Or les 24 députés FN n'ayant pas de candidats n'auront rien à dire sur le sujet, ce qui réduit la délégation française à 50 eurodéputés.

Interrogations sur les institutions

« Il n'est pas question que l'on ne s'interroge pas aujourd'hui sur l'information sur l'Europe » a déclaré Robert Rochefort, élu UDI-MoDem. Il faut réfléchir à cet espèce de bricolage entre les différents points relais, les maisons de l'Europe etc. Il faut qu'il y ait, au-delà des médias, des personnes et des institutions sur les territoires, nous ne pouvons pas faire à la fois VRP de l'Europe et responsables politiques en tant qu'élus » assure l'eurodéputé, citant les États-Unis, où les institutions fédérales ont pignon sur rue dans les États, sous différentes formes, et contrairement aux institutions européennes.

Durant la campagne, le CSA s'est interrogé sur la place souvent prépondérante accordée au Front National par les médias. Les conférences de presse de la campagne du parti d'extrême-droite ont également eu nettement plus de succès que celles des Verts ou du Front de Gauche, que les télévisions et les photographes ont relativement peu suivi.

De l'aveu d'un photographe indépendant, « les photos de Marine Le Pen se vendent nettement mieux que celles des autres candidats ».

VII) Européennes: après le "second choc", les frondeurs du PS réclament "un autre chemin"

Par Marie Simon

Des remous sont à prévoir cette semaine au PS, arrivé troisième aux élections européennes ce dimanche. Rue de Solferino, les frondeurs déjà critiques après les élections municipales appellent de nouveau François Hollande à changer de cap.



Le député PS Jean-Marc Germain et une quarantaine d'autres parlementaires PS mènent la fronde contre la politique du président. Fronde relancée par le "second choc" des élections européennes, après celui des municipales. [afp.com/Francois Guillot](http://afp.com/Francois_Guillot)

Un "choc", un "séisme"... Au PS, depuis dimanche soir, les mots sont les mêmes qu'il y a 12 ans. "Le 25 mai est un 21 avril puissance deux!", a réagi Jean-Marc Germain, député des Hauts-de-Seine. Et les résultats des élections européennes, plaçant le FN largement en tête et le PS en troisième position, relancent en effet les critiques au sein de la famille socialiste, contre un président "sourd" et une ligne politique qui "conduit à la catastrophe".

"Ce soir, c'est le second choc", commente de son côté Christian Paul qui, comme Jean-Marc Germain, fait partie des "frondeurs" du PS depuis le premier choc des élections municipales. La défaite socialiste avait alors débouché sur un changement de Premier ministre, un remaniement du gouvernement et du parti, l'accélération de la réforme territoriale et l'annonce de cadeaux fiscaux.

Manifestement, la leçon des municipales n'a pas été tirée

Mais "en France contre le FN, changer d'équipe ne suffit pas. La responsabilité du président sera

de proposer une nouvelle politique", ajoute le député aubryste. "Manifestement, la leçon des municipales n'a pas été tirée", renchérit Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS de Paris et membre de l'aile gauche du PS. "Ni le choix de Manuel Valls, ni le choix de la politique qu'il nous propose n'est de nature à remobiliser les couches populaires, l'électorat de gauche et le peuple en général".

"Nous avons été 41", rappelle Philippe Noguès, député du Morbihan. Rejouant la tirade du Cid, il espère déjà "que nous serons beaucoup plus nombreux dans les semaines à venir pour porter une autre voix à gauche!" Mais François Hollande et Manuel Valls entendront-ils cette voix? Certains en doutent, comme Pascal Cherki, député de Paris, qui accable le président de la République sans le nommer, sur Twitter: "Un sourd n'entend rien, un aveugle ne voit rien et un muet ne dit rien. À 3%, il commencera peut-être à réfléchir. Triste d'être socialiste."

Pour "un autre chemin", "une autre politique"

Pour Pouria Amirshahi, un autre des 41 frondeurs, les mots du Premier ministre, dimanche soir, étaient d'ailleurs dictés par l'Elysée: "La déclaration de M. Valls coécrite avec le président montre qu'il faut construire un autre chemin. Avec d'autres j'ai commencé. Je continue", tweete le député des Français de l'étranger, sur le chemin de la sécession. D'autres croient qu'il est encore possible d'infléchir le cap du président: "Le social libéralisme de Hollande conduit à la catastrophe. Imposons lui vite une autre politique!", tweete ainsi Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire.

Les résultats des élections européennes pourraient bien grossir les rangs du tout nouveau "club des socialistes affligés". Ce groupe est mené par Liêm Hoang-Ngoc, membre du bureau national du PS et ex-eurodéputé, particulièrement critique à l'égard de François Hollande dont "le virage libéral peut mener le PS à la déroute", expliquait-il entre les municipales et les européennes. "D'ici 2017, nous allons perdre des régions comme nous avons perdu des villes. Aurons-nous un second tour entre la droite et l'extrême-droite à l'élection présidentielle? Combien de députés socialistes restera-t-il? Une quarantaine?", s'interrogeait-il.

Pour l'instant, ce sont ses eurodéputés que le PS compte, avant de réunir mardi son bureau national

et, le même jour, tenir une réunion avec les députés élus. Avis de tempête à prévoir.

lexpress.fr

Résultat de l'élection Européenne. Un message terrible ? Changeons tout !

Le résultat de l'élection européenne ce soir en France est malheureusement logique et désespérément normal. Il nous raconte en creux l'impasse dans laquelle nous avons mis la politique en renonçant à construire une Europe qui soit autre chose que cette technocratie n'ayant d'autre objectif que de d'imposer l'ordolibéralisme à toute l'Union.

Ce soir, l'extrême droite est aussi puissante que nous sommes impuissants à répondre aux aspirations du plus grand nombre. Chacune des voix du Front national est le fruit de notre impuissance à répondre aux aspirations de la majorité de nos concitoyens. L'extrême droite ne prolifère sur rien d'autre que sur les renoncements de ceux dont la vocation devrait être d'agir pour la transformation sociale et la construction d'une société où chacun trouve sa place.

En construisant cette Europe là, nous avons produit cette extrême droite si puissante. Comment aurait-il pu en être autrement ? Les socialistes ont accompagné et amplifié la logique d'austérité contre laquelle les français ont voté en 2012. La ratification du TSCG, l'ANI, la réforme des retraites, le "socialisme de l'offre", les dernières annonces sur les 50 milliards d'économie... Qui peut croire que nous pouvons être suivis par une majorité de gauche dans la population ? En nous entêtant dans ce sens, nous préparons assurément un 21 avril 2017.

En effet, nous ne devons pas nous tromper d'ennemi. Si l'idéologie du Front national m'est aussi insupportable que tout ce qu'il incarne, l'histoire dont il se réclame et les calamités qu'il annonce, à l'image des propos génocidaires de Jean-Marie Le Pen il y a quelques jours, je ne

crois pas que ses millions d'électeurs doivent être assimilés au péril fascisant que représentent ceux pour qui ils votent. Nous n'avons pas tant d'ennemis.

En renonçant à transformer la société, nous, la gauche républicaine, nous avons perdu le peuple de gauche. Les résultats de ce soir, ne le nions pas, sont un message terrible. Un message terrible pour les socialistes, mais aussi pour le signal que notre pays envoie à l'Europe et au monde. Ne nous laissons cependant pas abuser par une analyse à l'emporte pièce. Si le champ politique se déporte à droite, ce n'est pas une fatalité. C'est d'autant moins une fatalité que la société, elle, ne se déporte pas à droite. Il existe un puissant besoin de gauche. La question qui se pose à nous ce soir est d'ordre existentielle, nous devons reformuler nos logiciens pour repartir à la conquête de ces français qui ont abandonné le vote de gauche par dépit, par déception des politiques que nous menons depuis notre accession au pouvoir.

Le socialisme ne relève pas d'un combat d'arrière garde, archaïque, qui se serait dilué dans l'histoire de la construction européenne. Ce que je crois, c'est que nous devons réinvestir le champ de l'internationalisme, réinvestir le combat de l'égalité à l'échelle du continent. Pour cela, ne mégotons pas. Il faut repenser de fond en comble notre rapport à l'Europe, repenser la France en tant que puissance mondiale au sein de l'Europe, remettre en cause de nombreux traités européens et mettre sur la table la question de l'Euro. Il faut réinventer cette monnaie, mettre en place le rapport de force nécessaire avec l'Allemagne, car c'est là que réside l'essentiel du problème, pour faire de cette monnaie un outil qui profite à l'ensemble des économies et ne soit pas un frein au développement de tous en dehors de l'Allemagne, comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui.

En tant que socialistes, nous devons assumer d'être les plus pro-européens. Mais être pro-européen aujourd'hui, c'est vouloir défendre l'Europe comme un lieu de construction d'une économie sociale et écologique garantissant un développement qui profite à tous. Pour cela, il faut réinventer l'Europe. Et on ne réinventera pas l'Europe sans d'abord nous réinventer nous-même, en France et au PS. Le chantier est colossal ? Il faudra faire tomber beaucoup de

totems ? Changer totalement de paradigmes, voire de personnel politique, ce même personnel qui a construit l'Europe dans laquelle nous sommes et semble incapable de la remettre en cause donc de la réinventer ? Oui, oui, et sûrement oui. Alors allons-y, c'est la grande aventure de notre génération, elle est devant nous. Notre rôle est de poursuivre le débat, d'organiser le rapport de force, pour continuer, inlassablement, à construire la gauche rassemblée, unie, de demain.

Ma génération a hérité d'un monde plein de promesses. De belles promesses. Ca m'ennuierait de ne laisser que des lambeaux d'espoir à celle qui me succèdera. En cette soirée d'élection européenne, nous sommes devant un constat d'échec. Les rêves d'hier sont restés des songes, le monde que nous avons bâti laisse l'avenir de chacun incertain.

Nous devons réhabiliter la politique pour donner un -nouveau- sens à ce que nous appelons démocratie et République. Pour redonner du sens au rêve Européen que la paix a permis, que la libre association des nations démocratiques doit renforcer. Pour en finir avec ce moment débile de l'histoire où les peuples sont en arrière-plan, où la France joue en seconde division.

Communiqué

jeromeguedj.fr

A Suivre...
La Presse en
Revue